

Qu'est-ce que le front socialiste du peuple (Lituanie) ? (Questions et réponses)

1. Qu'est ce que le front socialiste du peuple (Lituanie) et que cherche-t-il à atteindre ?

Le front socialiste du peuple (FSP) est le seul parti de gauche en Lituanie. Nous puisons notre idéologie dans le socialisme scientifique – *i.e.* le marxisme. L'intention principale du FSP est de changer le système capitaliste en système socialiste. Nous le disons franchement parce que nous sommes convaincus qu'un parti est fort seulement s'il a une grande idée, et qu'il l'appuie par une théorie scientifique.

Le mot « socialiste » dans « FSP » détermine l'idéologie, « peuple », nomme celui que nous servons, et « front » désigne notre lutte effective. Le front socialiste du peuple a été fondé le 19 Décembre 2009 à Vilnius quand deux forces politiques de gauches –le « front » (actif depuis 2008) et le parti socialiste de Lituanie (actif depuis 1994)- se sont unies. Le FSP s'enracine en vérité dans les luttes ouvrières du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire dans le mouvement progressiste mondial des peuples travailleurs dont le but est l'émancipation du capital.

2. Quelles sont les valeurs qui sont les plus importantes pour votre parti ?

La liberté du peuple, l'égalité, la solidarité, le pouvoir populaire.

3. De qui le FSP défend-il les intérêts ?

Le FSP défend les intérêts du peuple employé touchant de faibles revenus- du peuple travailleur. En effet, le FSP défend les intérêts de ceux qui travaillent dans le secteur privé ou public comme employés (pour leurs facultés physiques ou intellectuelles) et qui ne touchent pas de salaire correspondant à ce qu'exige la dignité humaine. Nous défendons aussi les citoyens recevant de petites pensions et de faibles aides relatives à leur invalidité. Ces gens constituent la majorité et ils sont notre soutien social. Ces catégories sociales ne sont pas libres sous le régime capitaliste, parce qu'ils sont économiquement opprimés par les capitalistes. Notre tâche est de les libérer.

4. Quel est l'objectif principal du FSP ?

Son objectif est de remplacer l'ordre capitaliste par l'ordre socialiste. Le socialisme signifie concrètement la propriété publique des moyens de production, l'abolition de l'exploitation du peuple, la planification de l'économie, le plein emploi, la sécurité sociale, la gratuité de l'éducation et des traitements médicaux et autres soins. Nous nous donnons pour tâche de réaliser les conditions dans lesquelles tout travailleur sera libre, vivra en sûreté sans la menace de la misère, en bonne santé, éduqué et créatif ; les plus jeunes auront la possibilité d'obtenir un haut niveau d'éducation, et un bon travail. Le peuple travailleur devra être payé convenablement, les retraités devront avoir la vie qu'ils méritent –une vie digne-, et les invalides seront intégrés dans la société. Le plus important dans la société socialiste est la justice sociale. Pour garantir celle-ci, nous devons libérer le processus de socialisation des chaînes réactionnaires du régime. Comme le montre l'expérience de la Lituanie, la privatisation hâtive, aveugle et universelle n'a fait illusion que temporairement sur la possibilité de s'enrichir pour les gens du peuple; la privatisation a provoqué une différenciation sociale profonde et une animosité non moins grande. [Dans l'économie moderne, les moyens de production intellectuelle et les produits intellectuels ont par définition un caractère social.]

Les solutions pour surmonter la crise consistant à stimuler l'entreprise privée approfondissent en fait la crise, et violent du reste plus encore les principes de la justice sociale puisque l'Etat aide le capital avec l'argent de tous ceux qui paient des taxes. Le capital ne s'empresse pas de partager ses profits avec la société, et on ne doit pas se faire d'illusion en pensant qu' « après tout, tout finit par s'arranger » et « devenir humain ». Car au

nom de la survaleur le grand capital approfondit et affine les formes d'exploitation de la force de travail. Les méthodes traditionnelles d'exploitation du travail sont remplacées par de nouvelles méthodes ; il y a une exploitation des capacités intellectuelles des hommes qui se développent. Quoi qu'il en soit l'aliénation universelle du peuple est de plus en plus profonde. Ainsi les dividendes des grands actionnaires ne diminuent pas, la taxation sur le profit diminue, mais les taxes sur les revenus du peuple augmentent.

Les pertes sont nationalisées tandis que les profits sont privatisés.

5. Comment le parti parviendra-t-il à atteindre cet objectif ?

Il y a des voies parlementaires et non parlementaires : on doit favoriser plutôt l'une ou l'autre selon la situation concrète.

Le parlement doit se prononcer pour la nationalisation et le plan (étatique) de développement des secteurs de l'économie étatique ; il doit aussi se prononcer pour la réforme de la taxation, afin que celle-ci se fasse au profit de la société et non du capital. C'est là une réforme dont ont beaucoup parlé les partis de la prétendue gauche, mais ils n'ont jamais rien fait pour sa mise en œuvre. Tout ceci devrait être accompagné par une administration professionnelle des processus économique et sociaux.

Parallèlement, il est nécessaire d'emprunter des voies non parlementaires de lutte : en faisant grandir les revendications économiques et politiques dans les rassemblements, par les manifestations, les grèves.

6. Comment évaluez-vous le niveau de démocratie en Lituanie ?

C'est une démocratie « formelle » avec des traits policiers et fascistes en développement (souvenez-vous de la dispersion brutale du rassemblement du 16 Janvier 2009). En vérité, la constitution ne contient pas les droits du peuple qui lui autoriseraient de prendre réellement part au gouvernement de l'Etat. Nous sommes déterminés à démocratiser la vie politique du pays en donnant au mot démocratie son vrai sens- le pouvoir populaire. Nous sommes intimement convaincus que le modèle de démocratie libéral de l'Ouest est devenu le moyen permettant à la minorité de dicter sa volonté à la majorité. Nous nous lèveront pour la démocratie populaire ! C'est pourquoi nous cherchons à restaurer le système des députés du peuple qui dont le fonctionnement ne correspondait pas seulement aux divisions territoriales, mais aussi bien aux unités de production : les élections des représentants se faisaient dans des organes législatifs déterminés selon les unités de production.

7. Quelle est votre évaluation de la situation actuelle en Lituanie ?

La Lituanie est entrée en crise par la faute des partis qui la dirige. Leur stratégie politique n'a pas seulement aggravé la situation sociale et économique, ainsi que par voie de conséquence la dépression morale, mais elle a surtout affaibli la démographie et la situation géostratégique de la Lituanie : de sérieuses menaces pèsent sur l'existence future de l'Etat et de la nation de Lituanie. Jusqu'à présent, la politique de tous les gouvernements n'a fait qu'approfondir la différenciation sociale relativement à la propriété, démolir, *i.e.* commercialiser les systèmes de l'éducation et de la santé, ensauvager la vie spirituelle du peuple et agrandir l'écart entre le peuple et les institutions de l'Etat.

La tragédie est qu'environ 500 000 habitants de notre pays ont quitté leur patrie recherchant une vie meilleure à l'étranger (la plupart d'entre eux sont jeunes) : un travail, une éducation moins chère et de qualité, mais aussi le calme de la confiance en l'avenir. Ceux qui sont restés en Lituanie sont exploités par nos capitalistes nationaux et ceux de l'étranger. Les gouvernants essaient aujourd'hui de faire porter tout le fardeau de la résolution de la crise aux travailleurs, aux sans travail, aux retraités et même aux enfants. C'est une politique criminelle.

8. Comment votre parti considère-t-il l'avenir ?

Le socialisme scientifique, la compréhension matérialiste de l'histoire permet de tirer des conclusions optimistes de l'analyse de la situation- mais si et seulement si nous continuons la

lutte pleine de contradiction et soumise au risque permanent de régression. Le capitalisme ne peut pas surmonter ses crises chroniques; la seule alternative réelle est le socialisme.

Le capitalisme ou l'homme – c'est à un tel dilemme que nous confronte la réalité contemporaine.

LE FRONT SOCIALISTE DU PEUPLE
LITUANIE
2010
Secrétaire général : Algirdas Paleckis